

PREFECTURE DE LA MAYENNE

Direction de l'Administration
Générale et de la Réglementation

Bureau de l'Environnement
et du Cadre de Vie

Installations Classées

ARRETE N° 88-0426 du 21 avril 1988

autorisant la coopérative des Agriculteurs de la
Mayenne à exploiter une usine de fabrication
d'aliments du bétail en zone industrielle des
Touches à LAVAL

Le Préfet de la Mayenne,

VU la loi modifiée n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations
classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris en application de la
loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964
relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre
leur pollution ;

VU la demande présentée le 12 juin 1987 par la Coopérative des Agriculteurs
de la Mayenne dont le siège social est situé 89, rue Magenta à LAVAL, en
vue d'être autorisée à exploiter un centre de stockage et traitement de
céréales avec unité de fabrication d'aliments du bétail en zone industrielle
des Touches, rue E. Branly à LAVAL ;

VU l'arrêté n° 87-1608 du 28 août 1987 prescrivant l'ouverture d'une en-
quête publique d'un mois du 22 septembre au 22 octobre 1987 sur le territoire
de la commune de LAVAL ;

VU le dossier de l'enquête retourné à la Préfecture de la Mayenne le
26 octobre 1987 et l'avis émis par le commissaire enquêteur

VU l'avis du conseil municipal de LOUVERNE

VU les avis de MM. les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la
Forêt, de l'Equipement, des Affaires Sanitaires et Sociales, de la Pro-
tection Civile et des Services d'Incendie et de Secours, du Travail et de
l'Emploi ;

VU l'arrêté préfectoral n° 88-0069 du 21 janvier 1988 prorogeant de
3 mois le délai d'instruction de la présente demande

VU le rapport établi par M. l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspec-
teur des Installations Classées ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du
8 mars 1988 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Mayenne

A R R E T E

TITRE 1 - IMPLANTATION

ARTICLE 1 :

La coopérative des Agriculteurs de la Mayenne dont le siège social est situé 89, rue Magenta à LAVAL est autorisée sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter un centre de stockage et traitement des céréales avec unité de fabrication d'aliments du bétail et un ensemble de silos d'une capacité de stockage égale à 26466m³.

L'établissement sera implanté rue E. Branly zone industrielle des Touches à LAVAL conformément aux plans joints au dossier de demande d'autorisation.

ARTICLE 2 : DISTANCE D'ELOIGNEMENT DES SILOS

Les silos seront implantés à une distance au moins égale à 50 mètres de toutes installations fixes occupées par des tiers.

TITRE II - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 3 - NATURE ET CAPACITE DES INSTALLATIONS

La puissance totale concourant au fonctionnement des installations hors ventilation est de 3376kw et la capacité maximale de stockage est de 26816m³.

Les produits stockés ou manipulés seront :

- groupe A céréales : blé, orge, maïs roux, avoine, seigle, sorgho
- groupe B tourteaux : soja 48 et 50%; coton deshuilé, tournesol, colza
lin, arachide deshuilé
- groupe C granulés : luzerne 18, son, manioc, pulpe granulée, pulpes de
betteraves humides, pulpes granulées, feverolles,
et divers déchets de maïs, pulpes d'agrumes
- groupe D liquides : graisses, mélasses, lignosulfite, protéinal,
formaldéhyde (conc. 30%)

- groupe E farineux : viandes, poisson, phosphate, carbonate, sel, talc
- groupe F farine produits finis
- groupe G granulés finis

l'établissement comprend l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement dont la liste suit :

Rubrique de la nomenclature :	Désignation des activités	Autorisation ou déclaration :
: 89 - 1°	: Broyage, concassage, criblage, déchiquetage ensa- : chage, pulvérisation, trituration, nettoyage, : tamisage, blutage, mélange, épluchage ou décorti- : cation de substances végétales et de tous pro- : duits organiques naturels, artificiels ou synthé- : tiques, la puissance installée de l'ensemble des : machines fixes concourant au fonctionnement de : l'installation étant supérieure à 200 kw-(3376 kw)	: A
: 376 bis 1°	: Silos de stockage de céréales, graines, produits : alimentaires ou tous produits organiques déga- : geant des poussières inflammables (le volume : total de stockage supérieur ou égal à 15 000 m ³) : 26 816 m ³	: A
: 153 bis 2°	: Combustion (Installation de) capable de consom- : mer en une heure une quantité de combustibles : représentant en pouvoir calorifique inférieur : (plus de 3000 thermies et jusqu'à 8000 thermies)	: D
: 253 C	: Dépôts de liquides inflammables 2ème catégorie	: D
: 261 bis	: Liquides inflammables (installations de remplis- : sage ou de distribution) (supérieur à 1 m ³ /h : mais inférieur ou égal à 20 m ³ /h)	: D

Toute modification de la nature des produits stockés, ainsi que toute extension de la puissance installée ou de la capacité de stockage, et d'une façon générale toute modification aux dossiers et plans annexés à la demande, devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du préfet de la Mayenne.

TITRE III - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 4 - LIMITATION DES EFFETS D'UNE EXPLOSION EVENTUELLE

Les parois de la tour d'élévation et des ateliers exposés aux poussières seront munies de dispositifs permettant de limiter les effets d'une éventuelle explosion.

Les toitures et couvertures des cellules seront réalisées en matériaux légers de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion.

ARTICLE 5 - STABILITE AU FEU DES STRUCTURES

La stabilité au feu des structures devra être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. L'usage des matériaux combustibles sera limité.

Le degré de stabilité au feu sera au moins une heure

ARTICLE 6 - EVACUATION DU PERSONNEL

L'installation de stockage devra comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel avec au moins deux issues éloignées l'une de l'autre sur deux faces opposées du bâtiment.

Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel.

Un dispositif d'alarme permettant, en cas d'incendie, d'inviter le personnel à quitter l'établissement sera installé.

Le fonctionnement de ce dispositif sera assuré à l'aide de commandes judicieusement placées.

Un exercice d'évacuation aura lieu tous les ans et sera mentionné dans le registre prévu à l'art. 7 ci-après.

ARTICLE 7 - INTERVENTION DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

Les abords des silos de l'usine, ainsi que l'aménagement des ateliers et locaux intérieurs seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours.

Les voies autour des bâtiments auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la chaussée : 3 mètres
- hauteur disponible : 3,5 mètres
- pente inférieure à 15 %
- rayon de braquage intérieur : 11 mètres
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu

Les produits stockés à l'intérieur des locaux seront séparés par des allées de service de 1,50 m au moins de largeur et éloignés des parois par des allées de service de même largeur. Les produits présentant des incompatibilités chimiques seront séparés et isolés.

Les éléments d'information (emplacement des bouches d'incendie, colonne sèche, extincteurs etc...) nécessaires à de telles interventions seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente.

Les schémas d'intervention seront revus à chaque modification de la construction ou du mode de gestion de l'établissement en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours et l'Inspecteur des Installations Classées.

Mention des exercices qui devront être exécutés une fois par semestre minimum, sera consignée dans un registre à part tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 8 - AMENAGEMENT DES LOCAUX

Les communications avec les ateliers seront limitées.

Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations.... devront être aussi réduites que possible.

L'ensemble des portes de dégagement ouvriront dans le sens de la sortie.

Une plaque signalétique bien visible portant la mention "PORTE COUPE FEU OU PARE-FLAMMES A MAINTENIR FERMEE" sera apposée sur les portes coupe feu (ou pare-flammes) équipées de ferme porte.

Le magasin de stockage produits finis en sacs et la tour de fabrication seront séparés par une cloison de degré coupe feu une heure au moins, les portes de communication seront pare-flammes et de degré une heure.

La chaufferie sera séparée des autres locaux par des parois coupe feu de degré 2 heures. La baie de communication intérieure devra être réalisée par un sas muni de deux portes pare-flammes de degré 1/2 heure avec ferme porte ou être dotée d'une porte coupe feu degré une heure avec ferme porte et verrouillage de l'extérieur, elle devra toutefois pouvoir être ouverte de l'intérieur, même si le dispositif permettant le verrouillage depuis l'extérieur est fermé.

Pour permettre le désenfumage en partie haute sur l'extérieur des ouvertures judicieusement réparties seront installées (somme des sections au moins égales au 1/100^è de la superficie au sol) dans les locaux de stockage. Les châssis fermant ces ouvertures devront être facilement manoeuvrables manuellement depuis le plancher bas et les dispositifs de commande devront être situés près des issues. Sauf en cas d'ouvertures permanentes ces ouvrants seront dotés de "cartouches" d'ouvertures.

Les galeries et tunnels de transporteurs devront être conçus de manière à faciliter tous travaux d'entretien, de réparation ou de nettoyage des éléments des transporteurs.

L'ensemble des installations sera conçu de manière à réduire le nombre des pièges à poussières tels que surfaces planes horizontales (en dehors des sols), revêtements muraux ou sols rugueux, enchevêtrements de tuyauteries, coins reculés difficilement accessibles.

TITRE IV - LIMITATION DES EMISSIONS DE POUSSIÈRES A L'INTERIEUR DES INSTALLATIONS

ARTICLE 9 - CAPOTAGE DES SOURCES EMETTRICES DE POUSSIÈRES

Les appareils à l'intérieur desquels il sera procédé à des manipulations de produits devront être conçus de manière à limiter les émissions de poussières dans les ateliers.

Les sources émettrices de poussières (jetées d'élévateurs ou de transporteurs...) devront être capotées et munies de dispositifs d'aspiration et de canalisation de l'air poussiéreux.

La marche des transporteurs et élévateurs sera asservie à la marche des systèmes d'aspiration.

Cet air sera dépoussiéré dans les conditions prévues au titre VI (art. 24).

ARTICLE 10 - UTILISATION DE TRANSPORTEURS OUVERTS

L'usage des transporteurs ouverts ne sera autorisé que si leur vitesse est inférieure à 3 mètres par seconde.

L'exploitant veillera de plus à éviter les courants d'air au-dessus de ce type d'installation.

ARTICLE 11 - AIRES DE CHARGEMENT ET DE DECHARGEMENT

Les aires de chargement et de déchargement des produits seront de préférence extérieures aux silos.

Ces aires seront suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive. Elles seront périodiquement nettoyées.

.../...

Si ces installations sont munies de dispositifs de captage d'air poussiéreux, le rejet à l'atmosphère se fera dans les conditions prévues au titre VI (art. 24)

Les consignes de sécurité à respecter à ces postes seront précisées par l'exploitant.

ARTICLE 12 - NETTOYAGE DES LOCAUX

Tous les locaux seront débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines.

La fréquence des nettoyages sera fixée sous la responsabilité de l'exploitant.

La quantité de poussières fines déposées sur le sol d'un atelier ne devra pas être supérieure à 50 g/m².

L'Inspecteur des Installations Classées pourra faire procéder suivant la norme NF X 43.007 à des mesures de retombées de poussières à l'intérieur des locaux, les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

Le nettoyage des ateliers sera, partout où cela sera possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.

Le matériel utilisé pour le nettoyage devra présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage devra faire l'objet de consignes particulières.

TITRE V - PREVENTION DES INCENDIES ET EXPLOSIONS

ARTICLE 13 - ELIMINATION DES CORPS ETRANGERS CONTENUS DANS LES PRODUITS

Des grilles de maille 0,03 x 0,5 m seront mises en place sur les fosses de réception.

Des séparateurs magnétiques ou tout autre dispositif permettant l'élimination des corps étrangers seront mis en place.

Ces dispositifs seront régulièrement nettoyés et vérifiés.

ARTICLE 14 - SURVEILLANCE DES CONDITIONS DE STOCKAGE

L'exploitant devra s'assurer que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

La température des produits dans les cellules des silos de collecte sera contrôlée périodiquement et toute élévation anormale devra pouvoir être signalée au tableau général de commande.

Si un des silos de stockage des matières premières destinés à la fabrication est utilisé en silo mort, il sera soumis au contrôle de température ci-dessus.

Un système de détection d'incendie approprié sera installé conformément aux modalités ci-après :

. Utilisation de composants (tableau de signalisation, détecteurs...) conformes à la norme S 61-950, revêtus des estampilles de conformité.

. Installateur adjudicataire du chantier agréé par le constructeur du matériel de détection.

. Contrat d'entretien des équipements souscrit par l'exploitant ou le propriétaire avec un organisme agréé.

.../...

ARTICLE 15 - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Le matériel électrique basse tension sera conforme à la norme NF C 15-100.

Le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NF C 13-100 et NF C 13-200.

En outre, les installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980).

Un éclairage de sécurité sera mis en place suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 (Ministère du Travail).

ARTICLE 16 - MISE A LA TERRE DES INSTALLATIONS EXPOSEES AUX POUSSIÈRES

Les appareils et masses métalliques (machines ; cellules métalliques des silos ; appareils de pesage, nettoyage, triage ; équipements de transport par voie pneumatique ; élévateurs ; transporteurs ; équipements de chargement et déchargement des produits ; mâts et supports métalliques...) seront mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

La mise à la terre sera unique et effectuée suivant les règles de l'art. ; elle sera distincte de celle du paratonnerre éventuel.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur.

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits devront être suffisamment conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

ARTICLE 17 - SUPPRESSION DES SOURCES D'INFLAMMATION DANS LES LOCAUX EXPOSES AUX POUSSIÈRES

Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne pourra être maintenu ou apporté, même exceptionnellement, dans les locaux exposés aux poussières, que les installations soient en marche ou à l'arrêt, en dehors des conditions prévues à l'art. 21.

Les sources d'éclairage fixes ou mobiles devront être protégées par des enveloppes résistantes au choc.

Les centrales de production d'énergie, les installations de compression seront extérieures aux silos. Ces ateliers seront étanches aux poussières.

L'utilisation d'air comprimé fera l'objet de consignes de sécurité particulières.

Les produits inflammables seront stockés dans les seules capacités prévues à cet effet et aux endroits indiqués dans la demande.

ARTICLE 18 - PREVENTION ET DETECTION DE DYSFONCTIONNEMENTS DES APPAREILS EXPOSES AUX POUSSIÈRES

Les organes mécaniques mobiles seront protégés contre la pénétration des poussières ; ils seront convenablement lubrifiés et vérifiés.

Les gaines d'élévateurs seront munies de regards ou de trappes de visite.

Les organes mobiles risquant de subir des échauffements seront périodiquement vérifiés.

En outre, l'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

Des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement seront installés en particulier sur :

- les arbres des poulies de queue des élévateurs et transporteurs à bande et à chaîne (contrôle de vitesse de rotation)
- les moteurs électriques de puissance supérieure à 15 kw (disjoncteur.
- les têtes et pieds d'élévateurs et les transporteurs (détecteurs de bourrage)
- l'élévateur à godet
- les dispositifs d'aspiration d'air poussiéreux.

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs seront disposés à l'extérieur de la gaine.

ARTICLE 19 - SIGNALEMENT DES INCIDENTS DE FONCTIONNEMENT

L'ensemble de l'installation devra être équipé d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident, soit automatiquement, soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines ...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

Tout incident grave ou accident devra être immédiatement signalé à l'Inspecteur des Installations Classées, à qui l'exploitant remettra dans les plus brefs délais un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident, ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait, conformément aux dispositions prévues à l'art. 38 du décret du 21 septembre 1977, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 20 - CONSIGNES DE SECURITE - CONSIGNES D'ARRET D'URGENCE

L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel devra respecter, ainsi que les mesures à prendre (évacuation, arrêt des machines...) en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement, dans les lieux fréquentés par le personnel.

Les consignes d'arrêt d'urgence seront transmises à l'Inspecteur des Installations Classées pour information.

ARTICLE 21 - PERMIS DE FEU

Tous les travaux de réparation ou d'aménagements sortant du domaine de l'entretien courant, ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et joints au permis de feu.

Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci devra être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

ARTICLE 22 - MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'établissement sera pourvu du matériel nécessaire à la lutte contre l'incendie.

Ce matériel comprendra :

. un poteau d'incendie situé dans l'enceinte de l'établissement côté Ouest (près du pont-bascule), de 100 mm de diamètre (norme NF S 61-213) piqué directement sans passage par compteur ni by-pass (seul un compteur de type proportionnel est autorisé) sur une canalisation assurant le débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique d'un bar et implanté à 100 mètres au maximum par les voies praticables.

. Un ensemble d'extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre, répartis judicieusement et en nombre suffisant dans l'établissement, en accord avec les Services Départementaux d'Incendie et de Secours.

. Des robinets d'incendie armés conformes aux normes françaises S 61-201 et S 62-201 implantés après accord des services d'incendie et de secours.

L'ensemble des appareils ci-dessus sera vérifié annuellement.

Un plan de défense et d'intervention incendie conjoint C.A.M., service d'incendie et de secours, Inspection des Installations classées, sera mis en place intégrant les emplacements à risque et les emplacements des moyens.

Un personnel spécialement désigné à la manoeuvre des moyens de secours sera formé.

TITRE VI - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

ARTICLE 23 - VENTILATION DES CELLULES

Si les cellules de stockage sont aérées ou ventilées les entraînements de poussières seront limités, la vitesse du courant d'air à la surface du produit sera soumise à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne pourra se faire que sous réserve du respect des caractéristiques minimales de concentration en poussières énoncées à l'article 24.

Dans le cas contraire l'air sera dépoussiéré et les rejets se feront dans les conditions prévues à l'article 24.

ARTICLE 24 - DEPOUSSIÉRAGE

Les rejets gazeux collectés dans les conditions prévues aux articles 9, 11 et 23 devront faire l'objet d'un dépoussiérage. La concentration en poussières au rejet à l'atmosphère sera inférieure à 30 mg/N m³.

En outre, le flux total de poussières rejetées à l'atmosphère sera inférieur à 10 kg par heure.

ARTICLE 25 - CONTROLE DES EMISSIONS

L'exploitant procédera à des mesures régulières des émissions de poussières. Notamment, un bilan annuel de ces émissions sera effectué par un organisme extérieur.

La première mesure devant intervenir après la fin des travaux de modernisation ou au plus tard le 31 décembre 1988.

En outre, l'Inspecteur des Installations Classées pourra au besoin faire procéder à des mesures complémentaires. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

.../...

ARTICLE 26 - EMISSIONS DIFFUSES

Toutes précautions seront prises afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement, lors du chargement ou du déchargement des produits.

Il sera mis en place des dispositifs d'aspiration des poussières sur les fosses de réception des produits en tant que de besoin.

La hauteur de chute des produits sera la plus faible possible.

ARTICLE 27 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS DE DEPOUSSIÉRAGE

Les installations de dépoussiérage seront aménagées et disposées de manière à permettre les mesures de contrôle des émissions de poussières dans de bonnes conditions. Leur bon état de fonctionnement sera vérifié périodiquement.

De manière à limiter les risques liés à une éventuelle explosion dans les installations de dépoussiérage, celles-ci seront, autant que possible, situées à l'extérieur des structures rigides de l'installation.

Les canalisations amenant l'air poussiéreux dans les installations de dépoussiérage seront conçues et calculées de manière à ce qu'il ne puisse pas se produire de dépôts de poussières. Les vitesses d'air dans ces canalisations seront supérieures à 15 m par seconde.

TITRE VII - PREVENTION DES NUISANCES DUES AU BRUIT

ARTICLE 28

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations classées sont applicables.

En limite de propriété de l'établissement, les niveaux acoustiques admissibles seront :

. période de jour (7 h - 20 h)	65 dB
. période de nuit (22 h - 6 h)	55 dB
. période intermédiaire	60 dB

Une campagne de mesure sera effectuée périodiquement, sauf demande spécifique de l'Inspecteur des Installations Classées. La 1ère mesure devra être faite dès que les travaux d'aménagement seront terminés.

ARTICLE 29

Les véhicules et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur, les engins de chantier seront d'un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969 et des textes subséquents.

ARTICLE 30

L'usage du dispositif d'alarme et de tous appareils de communication par voie acoustique (avertisseurs, haut parleurs etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

.../...

TITRE VIII - INSTALLATIONS DE COMBUSTION

ARTICLE 31

L'installation de combustion sera réalisée selon la réglementation en vigueur (arrêté du 20 juin 1975)

Notamment le générateur installé d'une puissance de 2000 thermies/heure doit être muni des appareils suivants :

- a) un déprimomètre indicateur ;
- b) un indicateur de température des gaz de combustion à la sortie du générateur ;
- c) un appareil manuel de mesure de l'indice de noircissement ;
- d) un dispositif indiquant soit le débit du combustible soit le débit du fluide colporteur ;
- e) un dispositif indiquant les paramètres thermiques du fluide colporteur à l'entrée et à la sortie du générateur ;
- f) un analyseur portatif des gaz de combustion donnant au moins la teneur en dioxyde de carbone ou toute indication équivalente.

Ces appareils devront être agréés par le Ministère de l'Industrie et de la Recherche, sauf l'appareil de mesure de débit prévu en d.

L'altitude du débouché à l'air libre de la cheminée calculée conformément à l'arrêté du 20 juin 1975 sera de 43 m.

Un tableau des périodes de ramonage sera affiché dans la chaufferie.

Un livret de chaufferie obligatoire comportant les renseignements prévus à l'art. 25 de l'arrêté du 20 juin 1975, sera rempli par l'exploitant et tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les résultats des mesures d'émissions de poussières seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

TITRE X - DEPOTS DE LIQUIDES INFLAMMABLES - DISTRIBUTION DE CARBURANT

ARTICLE 32

L'établissement comprend un dépôt de liquides inflammables de 2ème catégorie (120 m³ de fuel en 2 cuves enterrées) et une installation de remplissage soumis à déclaration. Les dispositions des arrêtés types 253 et 261 dont le texte est joint en annexe sont applicables.

TITRE XI - CARACTERISTIQUES DES EAUX RESIDUAIRES

ARTICLE 33

Les rejets en milieu naturel des eaux provenant de l'établissement présenteront les caractéristiques suivantes :

- Concentration en matières en suspension inférieure à 30 mg par litre
- Concentration en demande chimique en oxygène inférieure à 120 mg par litre.

.../...

Les eaux souillées d'hydrocarbures (aire de lavage des véhicules, aire de chargement du poste fuel etc...) seront regroupées et traitées dans un débourbeur séparateur, avant d'être rejetées dans le réseau collectif. La teneur en hydrocarbures devra être inférieure à 20 mg/l (méthode infrarouge norme NF 90-203).

Des aménagements seront réalisés de manière à permettre les prélèvements nécessaires aux fins de vérifier le respect des prescriptions ci-dessus.

Contrôles : l'exploitant fera effectuer à ses frais par un organisme spécialisé, choisi avec l'accord de l'Inspecteur des Installations Classées, une série d'analyses aux fins de vérifier que les conditions de rejet imposées ci-dessus sont respectées. Ces analyses porteront :

- au moins une fois par semestre sur les rejets des eaux souillées d'hydrocarbures.
- de manière systématique sur les eaux rejetées en milieu naturel.

Les résultats de ces analyses seront transmis à l'Inspecteur des Installations Classées.

TITRE XII - UTILISATION ET STOCKAGE DE PRODUITS INSECTICIDES RATICIDES

ARTICLE 34

Les produits insecticides, raticides utilisés seront :

NATURE		Quantité utilisée (kg par an)	
Raticide		2 400	
Insecticide		20	

Les prescriptions concernant le stockage et la mise en oeuvre de ces produits tiendront compte des impératifs de maintien de la sécurité des installations.

Ces produits seront stockés à l'extérieur des silos dans un local prévu à cet effet.

TITRE XIII - RECUPERATION ET ELIMINATION DES DECHETS

ARTICLE 35

L'exploitant tiendra à jour un registre précisant la nature et la quantité de déchets produits ainsi que leur destination.

Ces déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi du 19 juillet 1976 dont le nom et la localisation seront portés à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les huiles usagées seront remises à la société de ramassage agréée pour le département de la Mayenne.

ARTICLE 17 : Une copie de l'arrêté d'autorisation ainsi qu'un exemplaire du dossier de la demande seront déposés aux archives de la ville de LAVAL pour y être consultés. Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions auxquelles l'autorisation est soumise, est affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le Maire de LAVAL. Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans la presse locale, OUEST FRANCE et le COURRIER DE LA MAYENNE.

ARTICLE 18 : Copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'installation seront remis à M. le Directeur Général de la Coopérative des Agriculteurs de la Mayenne qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

ARTICLE 19 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Mayenne, MM. les Maires de LAVAL, CHANGE, BONCHAMP LES LAVAL, LOUVERNE, M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche à NANTES, Inspecteur Principal des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux chefs des services consultés.

LAVAL, le 21 AVR. 1988

Le Préfet,

Pour le préfet,
et par délégation,

Le secrétaire général

Pour Ampliation
Le Chef de Bureau délégué

G. MONSALLIER

Georges GIRODET

